

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2025 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2024, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2025 et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché et de leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Sauf indication contraire, le présent rapport de gestion est en date du 5 août 2025.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	2
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent	4
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	12
• Perspectives – Nos perspectives financières, y compris les principales hypothèses et les risques importants	18
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec Woodbridge (et ses filiales), actionnaire majoritaire et contrôlant, et avec d'autres parties liées	20
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables	20
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables	20
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	21
• Annexes – Des informations supplémentaires	22

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board.

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne, et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS; elles sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Il y a lieu de se reporter à l'annexe B pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Sauf indication contraire, les termes suivants utilisés dans le présent rapport de gestion ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Terme	Définition
\$ CA	Dollars canadiens
\$ et \$ US	Dollars américains
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité
BAIIA	Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
IA	Intelligence artificielle
IASB	International Accounting Standards Board
IFRS	Normes internationales d'information financière
LSEG	London Stock Exchange Group plc
n. s.	Non significatif
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %
RCI	Rendement du capital investi. Mesure non conforme aux IFRS correspondant au bénéfice d'exploitation ajusté (bénéfice d'exploitation compte non tenu de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises attribuable aux autres immobilisations incorporelles identifiables et aux logiciels acquis, des autres profits et pertes d'exploitation et des ajustements de juste valeur), déduction faite du montant net des impôts payés, exprimé en pourcentage du capital investi ajusté moyen de la période.
RPA	Résultat par action
s. o.	Sans objet
SEC	Securities and Exchange Commission des États-Unis
TSX	Bourse de Toronto
Woodbridge	The Woodbridge Company Limited, actionnaire majoritaire et contrôlant

Résumé

La société

Thomson Reuters (TSX / Nasdaq : TRI) oriente la voie de l'avenir en réunissant le contenu et la technologie de confiance dont les gens et les organisations ont besoin pour prendre les bonnes décisions. Nous servons des professionnels dans les domaines du droit, de la fiscalité, de l'audit, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Nos produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance. Pour de plus amples renseignements, consulter tr.com.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'analytique reposant sur l'IA. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leurs flux de travaux, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont nos activités sont gérées.

Professionnels du droit



Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés



Ce secteur propose aux entreprises, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables du monde, la gamme complète des produits axés sur le contenu et propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative, en offrant des solutions intégrées de conformité des processus conçues pour les aider à atteindre leurs objectifs commerciaux.

Fiscalité et comptabilité



Ce secteur propose aux cabinets de services en fiscalité, en audit et en comptabilité (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative.

Reuters News



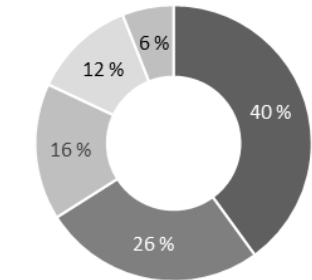
Ce secteur fournit des services de nouvelles et des données économiques, financières et internationales directement aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et aux cabinets de services financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.

Publications mondiales

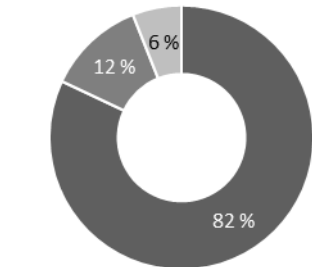


Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier et offre des services d'impression commerciale à une grande variété d'éditeurs de livres.

Produits du deuxième trimestre de 2025



- Professionnels du droit (40 %)
- Grandes sociétés (26 %)
- Fiscalité et comptabilité (16 %)
- Reuters News (12 %)
- Publications mondiales (6 %)



- Produits récurrents (82 %)
- Transactions (12 %)
- Publications mondiales (6 %)

Nous désignons nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité pris collectivement comme nos « 3 grands secteurs ».

Nos secteurs d'activité sont soutenus par le siège social, qui assure la gestion de nos activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus, ainsi que nos installations à l'échelle mondiale. Les coûts liés à ces activités sont imputés à nos secteurs d'activité. Nous présentons aussi de l'information sur le poste « Charges liées au siège social », qui comprend les charges liées aux fonctions générales gérées de manière centrale, telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines. Ces charges ne sont imputées à aucun secteur et sont comprises dans le BAIIA ajusté consolidé.

Faits saillants financiers

Le bon rythme des produits des activités ordinaires s'est maintenu au deuxième trimestre, le total de nos produits des activités ordinaires s'étant accru de 3 % et tenait compte de l'incidence négative de 5 % du nombre net de cessions et d'acquisitions attribuable en grande partie à la perte de produits du fait de la vente de FindLaw en décembre 2024. Les mouvements du change ont également eu une légère incidence positive sur la croissance des produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 2 % au total et en devises constantes.

La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 7 % au total, ce qui rend compte d'une croissance de 9 % des produits récurrents, d'une croissance de 7 % des produits tirés des transactions et d'une diminution de 7 % des produits tirés du secteur Publications mondiales. Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs, qui comptent pour 82 % du total de nos produits des activités ordinaires, ont augmenté de 9 % en croissance interne, en raison de la croissance de 9 % des produits récurrents et d'une croissance de 8 % des produits tirés des transactions.

Notre bénéfice d'exploitation et notre BAIIA ajusté ont tous deux augmenté de 5 %, et la marge du BAIIA ajusté est passée de 37,1 % à 37,8 %. Les mouvements du change ont eu une incidence nulle sur la variation d'un exercice à l'autre de notre marge du BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté de nos 3 grands secteurs a augmenté de 7 %, et la marge connexe a augmenté pour s'établir à 42,3 %, comparativement à 41,0 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté sectoriel de notre secteur Reuters News a reculé de 11 %, et la marge connexe a diminué pour s'établir à 20,8 % comparativement à 24,8 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté sectoriel de notre secteur Publications mondiales a diminué de 5 %, mais la marge connexe a augmenté de 80 pb pour s'établir à 36,0 %, comparativement à 35,2 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Nous avons initialement communiqué nos perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2025 en février 2025. À la lumière de notre performance au premier semestre, nous maintenons nos perspectives pour l'ensemble de l'exercice en ce qui a trait à la croissance interne des produits des activités ordinaires, à la marge du BAIIA ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et à tous les autres indicateurs, sauf la dotation aux amortissements des logiciels et le montant net de la charge d'intérêts, qui ont tous deux été mis à jour selon des perspectives révisées. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Nous mettons l'accent sur l'offre de produits innovants à l'échelle de notre portefeuille, y compris de nouvelles solutions d'IA agentique qui tirent parti de nos contenus et de nos outils pour mettre en marché des solutions transformatives de niveau professionnel. Il s'agit notamment du lancement de CoCounsel Legal, qui comprend l'outil Deep Research pour Westlaw et des flux de travaux guidés, ainsi que de CoCounsel pour les professionnels de la fiscalité, de l'audit et de la comptabilité.

Notre capacité d'accès à des capitaux et notre liquidité demeurent un atout important pour réaliser d'autres acquisitions et générer des rendements pour les actionnaires. Au deuxième trimestre, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 746 M\$, et les flux de trésorerie disponibles, à 566 M\$. Nous avons également versé 260 M\$ sous forme de dividendes aux porteurs de nos actions ordinaires et nous avons remboursé nos billets à 2,239 % totalisant 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) à leur échéance, en mai 2025, à même la trésorerie disponible et avons réglé les instruments dérivés connexes qui couvrent les flux de trésorerie. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout dans le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre.

La rubrique ci-après fait état de mesures non conformes aux IFRS dans les cas indiqués. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2025	2024	Variation		2025	2024	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 785	1 740	3 %		3 685	3 625	2 %	
Bénéfice d'exploitation	436	415	5 %		999	972	3 %	
Résultat dilué par action	0,69 \$	1,86 \$	(63) %		1,65 \$	2,92 \$	(43) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS								
Croissance de produits des activités ordinaires en devises constantes				2 %				2 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				7 %				7 %
BAIIA ajusté	678	646	5 %	5 %	1 487	1 452	2 %	2 %
Marge du BAIIA ajusté	37,8 %	37,1 %	70 pb	70 pb	40,1 %	40,0 %	10 pb	(10) pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	521	498	5 %		1 192	1 170	2 %	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	29,0 %	28,6 %	40 pb		32,2 %	32,2 %	-	
Résultat ajusté par action	0,87 \$	0,85 \$	2 %	2 %	2,00 \$	1,97 \$	2 %	2 %
3 grands secteurs								
Produits des activités ordinaires	1 458	1 419	3 %	3 %	3 052	2 975	3 %	3 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				9 %				9 %
BAIIA ajusté	621	581	7 %	6 %	1 380	1 297	6 %	6 %
Marge du BAIIA ajusté	42,3 %	41,0 %	130 pb	110 pb	44,9 %	43,5 %	140 pb	100 pb

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2025	2024	Total	Variation		2025	2024	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 463	1 420	3 %	3 %	9 %	2 914	2 846	2 %	3 %	9 %
Produits tirés des transactions	208	197	5 %	5 %	7 %	541	532	1 %	1 %	3 %
Produits du secteur Publications mondiales	114	123	(7) %	(7) %	(7) %	230	247	(7) %	(6) %	(6) %
Produits des activités ordinaires	1 785	1 740	3 %	2 %	7 %	3 685	3 625	2 %	2 %	7 %

Les produits des activités ordinaires au deuxième trimestre ont augmenté de 3 % au total, en raison d'une hausse de 3 % des produits récurrents (82 % du total des produits des activités ordinaires) et d'une croissance de 5 % des produits tirés des transactions, contrebalancées en partie par une diminution de 7 % des produits tirés du secteur Publications mondiales. Le nombre net d'acquisitions et de cessions a eu une incidence négative de 5 % sur la croissance des produits des activités ordinaires, la perte de produits attribuable à la cession de FindLaw et d'autres entreprises secondaires en décembre 2024 ayant été compensée en partie par les produits additionnels tirés de SafeSend depuis son acquisition en janvier 2025. Les mouvements du change ont eu une légère incidence positive sur la croissance des produits des activités ordinaires.

La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 7 %, ce qui rend compte d'une croissance de 9 % des produits récurrents, d'une croissance de 7 % des produits tirés des transactions et d'une diminution de 7 % des produits tirés du secteur Publications mondiales. Les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs (82 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 9 % en interne en raison de l'accroissement de 9 % des produits récurrents et de la hausse de 8 % des produits tirés des transactions.

Au cours du semestre, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 2 % au total, en raison d'une hausse de 2 % des produits récurrents (79 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 1 % des produits tirés des transactions, contrebalancées en partie par une diminution de 7 % des produits tirés du secteur Publications mondiales. Le nombre net d'acquisitions et de cessions s'est traduit par une incidence négative de 5 % sur la croissance des produits des activités ordinaires attribuable aux facteurs décrits ci-dessus pour le deuxième trimestre. Les mouvements du change n'ont eu aucune incidence nette sur la croissance de nos produits des activités ordinaires.

La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 7 %, ce qui rend compte d'une croissance de 9 % des produits récurrents, d'une croissance de 3 % des produits tirés des transactions et d'une diminution de 6 % des produits tirés du secteur Publications mondiales. Les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs (83 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 9 % en interne en raison de la hausse de 9 % des produits récurrents de même que des produits tirés des transactions.

Au cours des deux périodes, le dollar américain s'est déprécié par rapport à la livre sterling et s'est apprécié par rapport au réal brésilien et au peso argentin, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'ensemble, les taux de change n'ont pas eu une incidence importante sur la croissance de nos produits des activités ordinaires.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 5 % pour le deuxième trimestre et de 3 % pour le semestre en raison surtout de l'augmentation des produits des activités ordinaires et de l'avantage découlant des autres profits d'exploitation comptabilisés au cours des périodes à l'étude, comparativement à des pertes d'exploitation comptabilisées aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des charges d'exploitation et de la dotation aux amortissements des logiciels.

Au deuxième trimestre, le BAIIA ajusté, qui exclut les autres profits ou pertes d'exploitation, la dotation aux amortissements des logiciels et d'autres ajustements, a augmenté de 5 %. La marge connexe a également augmenté, passant de 37,1 % à la période correspondante de l'exercice précédent à 37,8 %, en raison surtout de l'augmentation du levier d'exploitation. Au cours du semestre, le BAIIA ajusté a augmenté de 2 % et la marge connexe est demeurée stable, à 40,1 %. Les mouvements du change ont eu un effet de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté.

Au deuxième trimestre, le BAIIA ajusté a augmenté de 7 % pour nos 3 grands secteurs, mais a diminué de 11 % pour notre secteur Reuters News et de 5 % pour notre secteur Publications mondiales. Au cours du semestre, le BAIIA ajusté a augmenté de 6 % pour nos 3 grands secteurs, mais a diminué de 24 % pour notre secteur Reuters News et de 6 % pour notre secteur Publications mondiales.

Pour les deux périodes, le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer a augmenté, les facteurs ayant eu une incidence sur la croissance du BAIIA ajusté ayant été contrebalancés en partie par la hausse des dépenses d'investissement à payer. La marge connexe a augmenté pour le deuxième trimestre et est demeurée stable pour le semestre.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2025	2024	Variation		2025	2024	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 124	1 090	3 %	2 %	2 232	2 171	3 %	3 %
Déduire les ajustements de juste valeur ¹⁾	(7)	6			(14)	8		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	1 117	1 096	2 %	2 %	2 218	2 179	2 %	3 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes attribuables aux variations des taux de change sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités.

Pour les deux périodes, les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont augmenté au total et en devises constantes, en raison surtout de l'augmentation des coûts liés à la technologie et à la rémunération connexe, de même que d'autres coûts de nos activités, ce qui a été annulé en partie par la baisse des coûts attribuable à l'incidence du nombre net de cessions, en particulier la cession de FindLaw.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2025	2024	Variation	2025	2024	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	28	29	(4) %	55	57	(5) %
Dotation aux amortissements des logiciels						
Développement en interne	126	117	8 %	251	232	9 %
Logiciels acquis	52	37	38 %	101	75	32 %
Total de la dotation aux amortissements des logiciels	178	154	16 %	352	307	15 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	24	23	2 %	49	48	2 %

- La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles a diminué au cours des deux périodes en raison surtout de l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.
- Le total de la dotation aux amortissements des logiciels a augmenté pour les deux périodes en raison des acquisitions et de l'élaboration de produits en interne.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a augmenté pour les deux périodes en raison principalement de la hausse des charges liée aux acquisitions récentes, annulée en partie par le fait que les actifs acquis au cours d'exercices antérieurs deviennent entièrement amortis.

Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2025	2024	2025	2024
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	5	(29)	2	(70)

Le montant net des autres profits (pertes) d'exploitation s'est établi à 5 M\$ et à 2 M\$, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2025, ce qui n'est pas significatif.

Le montant net des autres profits (pertes) d'exploitation s'était établi à (29) M\$ et à (70) M\$, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2024. Pour les deux périodes, ce montant comprenait une perte de valeur d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ce qui reflétait une baisse de la valeur de notre avoir immobilier commercial. Le montant pour le premier semestre de 2024 comprenait également des coûts de transactions liés aux acquisitions et des coûts se rapportant à une provision liée aux questions juridiques plus élevés.

Charge d'intérêts, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2025	2024	Variation	2025	2024	Variation
Charge d'intérêts, montant net	35	36	(5) %	65	76	(15) %

Le montant net de la charge d'intérêts a diminué pour les deux périodes en raison du remboursement de divers emprunts à même la trésorerie disponible et de la baisse du produit d'intérêts attribuable à des soldes en trésorerie moins élevés. Nous avons remboursé nos emprunts sous forme de papier commercial et nos billets à 3,85 % totalisant 242 M\$ en 2024, ainsi que nos billets à 2,239 % d'un montant de 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) en mai 2025.

Autres charges (produits) financiers

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Autres charges (produits) financiers	48	(2)	58	(24)

Pour chacune des périodes, les autres charges (produits) financiers comprennent principalement le montant net des profits ou pertes de change sur les ententes de financement intragroupe. Les pertes de change comptabilisées au deuxième trimestre et au semestre clos le 30 juin 2025 découlent en grande partie de la dépréciation du dollar américain sur les ententes libellées en dollars canadiens.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(4)	61	(10)	53

La quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence n'a pas été significative au deuxième trimestre et au premier semestre de 2025. Aux périodes correspondantes de 2024, notre quote-part du bénéfice après impôt tenait compte de notre participation dans York Parent Limited et ses filiales (« YPL »). En mai 2024, nous avons vendu le reste de nos actions de LSEG détenues indirectement par l'intermédiaire de YPL.

Notre quote-part du bénéfice après impôt de notre participation dans YPL au deuxième trimestre et au premier semestre de 2024 se composait des éléments suivants :

	Trimestre clos le 30 juin 2024	Semestre clos le 30 juin 2024
(en millions de dollars américains)		
Diminution du cours de l'action de LSEG	(36)	(86)
Profits (pertes) de change sur les actions de LSEG	3	(3)
Dividendes	6	6
Profit sur options d'achat	-	22
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres ¹⁾	95	129
YPL – Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	68	68

1) Représentent les produits découlant de la comptabilisation de l'incidence cumulative résiduelle des opérations sur capitaux propres exclues de la participation de la société dans YPL.

Charge (produit) d'impôt

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Charge (produit) d'impôt	52	(402)	144	(335)

La charge d'impôt s'est établie à 52 M\$ et à 144 M\$, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2025. Le produit d'impôt s'était chiffré à 402 M\$ et à 335 M\$, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2024, en raison d'un produit de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à une loi fiscale promulguée au Canada. Cette loi a eu pour effet de réduire notre capacité à déduire la charge d'intérêts de nos revenus imposables au Canada, augmentant ainsi le bénéfice imposable au Canada, de sorte que nous nous attendons maintenant à utiliser les pertes fiscales reportées en avant et d'autres avantages fiscaux, que nous n'avons pas comptabilisés auparavant à titre d'actif d'impôt différé.

En outre, en janvier 2024, nous avons commencé à comptabiliser la charge d'impôt liée au « modèle de règles du Pilier 2 » publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques et adopté dans les principaux territoires où nous exerçons nos activités. Ces règles visent à assujettir les grandes entreprises multinationales à un taux d'impôt minimal dans chacun des territoires où elles exercent leurs activités. De façon générale, les règles du modèle du Pilier 2 appliquent un système d'impôt complémentaire afin de porter le taux d'impôt effectif de l'entreprise dans chacun des territoires à au moins 15 %. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2025, respectivement, nous avons comptabilisé une charge d'impôt complémentaire de 1 M\$ (5 M\$ en 2024) et de 3 M\$ (7 M\$ en 2024) attribuable aux bénéfices que nous avons réalisés en Suisse.

La charge ou le produit d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. La charge ou le produit d'impôt des périodes intermédiaires n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet, puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge ou (du produit) d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge (produit) d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
(Produit) charge d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Comptabilisation d'actifs d'impôt différé ¹⁾	-	(468)	-	(468)
Changements ponctuels apportés à des positions fiscales incertaines ²⁾	-	-	-	(15)
Ajustements de l'impôt différé ³⁾	(21)	(2)	(20)	2
Total partiel	(21)	(470)	(20)	(481)
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	(13)	(8)	(24)	(17)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(5)	(5)	(11)	(11)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	-	(7)	-	(12)
Autres (charges) produits financiers	(1)	(2)	(4)	(8)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(1)	12	(2)	7
Autres éléments	(2)	2	(5)	1
Total partiel	(22)	(8)	(46)	(40)
Total	(43)	(478)	(66)	(521)

1) En 2024, se rapportaient à la loi fiscale promulguée au Canada au cours de cet exercice, comme il est décrit précédemment.

2) En 2024, se rapportaient à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison du règlement d'un litige fiscal.

3) Se rapportent essentiellement à des ajustements découlant des variations du change lorsque la monnaie fonctionnelle n'est pas la même que la monnaie locale utilisée pour les déclarations fiscales.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Charge (produit) d'impôt	52	(402)	144	(335)
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	43	478	66	521
Autres ajustements :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	(1)	1	4	10
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	94	77	214	196

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant d'impôt de l'exercice.

Le 4 juillet 2025, l'administration américaine a promulgué une réforme fiscale dans le cadre de la loi *One Big Beautiful Bill Act* (« OBBBA »). L'OBBBA maintient le taux d'imposition des sociétés aux États-Unis à 21 %. De plus, l'OBBBA proroge ou révisé les principales dispositions de la loi *Tax Cuts and Jobs Act* promulguée en 2017, qui devaient expirer ou être modifiées à la fin de 2025.

Selon notre interprétation préliminaire de l'OBBBA, les réformes fiscales introduites ne devraient pas avoir d'incidence importante sur nos états financiers consolidés. Toutefois, compte tenu de la complexité des lois fiscales, des règlements connexes et des interprétations en évolution, les estimations de la société pourraient devoir être révisées à mesure que de nouvelles informations sont connues concernant l'application des dispositions de l'OBBBA.

Résultats des activités abandonnées

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	16	(3)	25	11

Pour chacune des périodes, le bénéfice ou la perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, se compose essentiellement du bénéfice ou de la perte découlant du solde de créances clients de LSEG relativement à une indemnisation fiscale. Le bénéfice ou la perte reflète l'incidence des fluctuations des taux de change et d'intérêt. Le premier semestre de 2024 rend également compte de l'incidence favorable de la reprise de provisions qui ne sont plus requises en raison du règlement de litiges fiscaux.

Bénéfice net, résultat dilué par action, bénéfice ajusté et résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2025	2024	Variation		2025	2024	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Bénéfice net	313	841	(63) %		747	1 319	(43) %	
Résultat dilué par action	0,69 \$	1,86 \$	(63) %		1,65 \$	2,92 \$	(43) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾								
Résultat ajusté	394	385	2 %		900	888	1 %	
Résultat ajusté par action	0,87 \$	0,85 \$	2 %	2 %	2,00 \$	1,97 \$	2 %	2 %

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué pour les deux périodes essentiellement parce que les périodes de l'exercice à l'étude tiennent compte de pertes de change comptabilisées dans les autres charges financières, tandis que les périodes de l'exercice précédent tenaient compte d'un produit d'impôt hors trésorerie de 468 M\$, ou 1,04 \$ par action, lié à la loi fiscale promulguée au Canada de même que d'une augmentation de la valeur de l'ancienne participation de la société dans LSEG.

Le résultat ajusté par action, compte non tenu des pertes de change, des produits d'impôt hors trésorerie et de l'augmentation de la valeur de la participation dans LSEG ainsi que d'autres ajustements, a augmenté pour les deux périodes en raison surtout de la hausse du BAIIA ajusté, annulée en partie par l'augmentation de la charge d'impôt et de la dotation aux amortissements des logiciels développés en interne. Le montant pour le semestre tient également compte de la diminution du montant net de la charge d'intérêts.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2025. Nous évaluons les produits des activités ordinaires de chaque secteur et des unités au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2025	2024	Variation			2025	2024	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	689	702	(2) %	(2) %	9 %	1 364	1 400	(2) %	(2) %	9 %
Produits tirés des transactions	20	25	(20) %	(22) %	(7) %	38	48	(22) %	(23) %	(6) %
Produits des activités ordinaires	709	727	(2) %	(3) %	8 %	1 402	1 448	(3) %	(3) %	8 %
BAIIA ajusté sectoriel	339	327	4 %	3 %		675	669	1 %	-	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	47,8 %	45,0 %	280 pb	250 pb		48,1 %	46,2 %	190 pb	150 pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total et en devises constantes pour les deux périodes en raison de la cession de FindLaw en décembre 2024. La croissance interne de 8 % des produits des activités ordinaires, tant pour le deuxième trimestre que pour le premier semestre, rend compte de la hausse de 9 % des produits récurrents (97 % des produits du secteur Professionnels du droit pour les deux périodes). La croissance interne des produits récurrents est essentiellement attribuable à Westlaw, à CoCounsel, à CoCounsel Drafting, à Practical Law, à CLEAR et aux activités internationales du secteur. En interne, les produits tirés des transactions ont diminué de 7 % au deuxième trimestre et de 6 % au premier semestre.

Le BAIIA ajusté sectoriel a augmenté de 4 % au deuxième trimestre et de 1 % au premier semestre. Les marges connexes ont augmenté de 280 pb pour s'établir à 47,8 % au deuxième trimestre, tandis qu'au premier semestre, elles ont augmenté de 190 pb pour s'établir à 48,1 %, ce qui rend essentiellement compte de la cession de l'entreprise FindLaw dont les marges étaient moins élevées ainsi que du levier d'exploitation. Pour le deuxième trimestre et le semestre, respectivement, les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 30 pb et de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2025	2024	Variation			2025	2024	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	413	382	8 %	8 %	9 %	813	752	8 %	8 %	10 %
Produits tirés des transactions	59	60	(2) %	(2) %	4 %	200	197	1 %	1 %	5 %
Produits des activités ordinaires	472	442	7 %	6 %	9 %	1 013	949	7 %	7 %	9 %
BALIA ajusté sectoriel	169	163	3 %	3 %		382	356	7 %	6 %	
Marge du BALIA ajusté sectoriel	35,7 %	36,8 %	(110) pb	(120) pb		37,7 %	37,3 %	40 pb	-	

Pour les deux périodes, les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes malgré l'incidence de la cession de certaines entreprises secondaires. La croissance interne de 9 % des produits des activités ordinaires au deuxième trimestre s'explique par la hausse de 9 % des produits récurrents (88 % des produits du secteur Grandes sociétés), alimentée en grande partie par Indirect Tax, Practical Law, Pagero et les activités internationales du secteur. Au deuxième trimestre, les produits tirés des transactions ont augmenté de 4 % en croissance interne en raison d'Indirect Tax, de Confirmation, de SurePrep et des activités internationales du secteur. Pour le semestre, la croissance interne des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 9 %, ce qui rend compte de la croissance interne des produits récurrents de 10 % et de la croissance interne des produits tirés des transactions de 5 %, qui sont toutes deux essentiellement attribuables aux mêmes produits qu'au deuxième trimestre.

Le BALIA ajusté sectoriel a augmenté de 3 %, et la marge connexe a diminué de 110 pb pour s'établir à 35,7 % au deuxième trimestre, en raison surtout de la hausse des charges, notamment des coûts plus élevés liés à la technologie et à l'élaboration de produits. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BALIA ajusté sectoriel. Pour le semestre, le BALIA ajusté sectoriel a augmenté de 7 % et la marge connexe a augmenté de 40 pb pour s'établir à 37,7 %. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BALIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2025	2024	Variation			2025	2024	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	190	179	7 %	9 %	9 %	397	378	5 %	8 %	8 %
Produits tirés des transactions	87	71	22 %	23 %	14 %	240	200	20 %	20 %	15 %
Produits des activités ordinaires	277	250	11 %	13 %	11 %	637	578	10 %	12 %	11 %
BALIA ajusté sectoriel	113	91	22 %	24 %		323	272	19 %	20 %	
Marge du BALIA ajusté sectoriel	39,3 %	36,8 %	250 pb	240 pb		49,1 %	47,1 %	200 pb	160 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes au cours des deux périodes, en raison notamment de l'acquisition de SafeSend. La croissance interne des produits des activités ordinaires de 11 % au deuxième trimestre traduit l'augmentation de 9 % des produits récurrents (69 % du secteur Fiscalité et comptabilité) et la hausse de 14 % des produits tirés des transactions. La croissance des produits récurrents a été alimentée par les activités en Amérique latine du secteur et ses produits fiscaux. La croissance des produits tirés des transactions est attribuable en grande partie à SurePrep, à SafeSend, à UltraTax et à Confirmation. Pour le semestre, la croissance interne des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 11 %, ce qui rend compte de la croissance des produits récurrents de 8 % et de la croissance des produits tirés des transactions de 15 %, toutes deux découlant en grande partie des mêmes produits qu'au deuxième trimestre.

Le BALIA ajusté sectoriel a augmenté de 22 %, et la marge connexe a augmenté de 250 pb pour s'établir à 39,3 % au deuxième trimestre. Pour le semestre, le BALIA ajusté sectoriel a augmenté de 19 % et la marge connexe a augmenté de 200 pb pour s'établir à 49,1 %. Les montants présentés pour les deux périodes s'expliquent en grande partie par le levier d'exploitation relatif à la croissance accrue des produits des activités ordinaires et par le moment de la comptabilisation de certaines charges. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 10 pb et de 40 pb, respectivement, sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BALIA ajusté sectoriel du deuxième trimestre et du semestre.

Le secteur Fiscalité et comptabilité est le secteur de la société qui affiche le plus de variations saisonnières, environ 60 % de ses produits des activités ordinaires pour l'exercice complet étant habituellement enregistrés au premier et au quatrième trimestre. En conséquence, la marge de rendement de ce secteur est généralement plus élevée au premier et au quatrième trimestre puisque nous engageons habituellement les coûts plus uniformément tout au long de l'exercice.

Reuters News

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2025	2024	Total	Variation		2025	2024	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	176	164	8 %	6 %	6 %	351	328	7 %	6 %	6 %
Produits tirés des transactions	42	41	3 %	1 %	1 %	63	87	(27) %	(29) %	(29) %
Produits des activités ordinaires	218	205	7 %	5 %	5 %	414	415	-	(1) %	(1) %
BAIIA ajusté sectoriel	45	51	(11) %	(10) %		84	111	(24) %	(25) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	20,8 %	24,8 %	(400) pb	(360) pb		20,4 %	26,6 %	(620) pb	(630) pb	

Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, en raison surtout de l'augmentation des produits tirés des services aux professionnels et aux agences ainsi que de la hausse du prix contractuel pour l'entente portant sur les nouvelles conclue par le secteur avec l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG. Pour le semestre, les produits des activités ordinaires ont légèrement diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne en raison des produits tirés des licences d'utilisation de contenu lié à l'IA générative comptabilisés à la période correspondante de l'exercice précédent, qui représentaient pour l'essentiel des produits tirés des transactions et qui ont plus que contrebalancé la hausse des produits des activités ordinaires attribuable aux mêmes facteurs de croissance qu'au deuxième trimestre.

Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et des services d'information à LSEG jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Au premier semestre de 2025, Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 199 M\$ au titre de cette entente, contre 192 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté sectoriel a diminué de 11 %, et la marge connexe a diminué de 400 pb pour s'établir à 20,8 % au deuxième trimestre, en raison surtout de la hausse des coûts liés à la couverture éditoriale ainsi que des investissements plus élevés à l'échelle du secteur. Pour le semestre, le BAIIA ajusté sectoriel a diminué de 24 %, et la marge connexe a diminué de 620 pb pour s'établir à 20,4 %, en raison surtout de la hausse des coûts et de la diminution des produits tirés des transactions. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 40 pb au deuxième trimestre sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, mais ont eu un effet favorable de 10 pb pour le semestre.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2025	2024	Total	Variation		2025	2024	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne				Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	114	123	(7) %	(7) %	(7) %	230	247	(7) %	(6) %	(6) %
BAIIA ajusté sectoriel	41	43	(5) %	(5) %		85	90	(6) %	(6) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	36,0 %	35,2 %	80 pb	50 pb		36,9 %	36,7 %	20 pb	(10) pb	

Pour les deux périodes, les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La diminution des produits des activités ordinaires est attribuable à la baisse des volumes d'expédition et à la migration de clients du secteur Publications mondiales à Westlaw.

Le BAIIA ajusté sectoriel a diminué de 5 %, et la marge connexe a augmenté de 80 pb pour s'établir à 36,0 % au deuxième trimestre. Pour le semestre, le BAIIA ajusté sectoriel a diminué de 6 %, et la marge connexe a augmenté de 20 pb pour s'établir à 36,9 %. Pour les deux périodes, la performance rend compte de la baisse des produits des activités ordinaires, qui a été en grande partie contrebalancée par la diminution des charges. Les marges reflètent également l'incidence favorable du change qui s'est traduite par une incidence favorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, tant pour le deuxième trimestre que pour le semestre.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2025	2024	2025	2024
Charges liées au siège social	29	29	62	46

Les charges liées au siège social n'ont pas changé au deuxième trimestre. Pour le semestre, elles ont augmenté en raison essentiellement d'une charge liée au siège social qui ne devrait pas être récurrente.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de trésorerie aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, de temps à autre, nous émettons du papier commercial et des titres de créance, et empruntons aux termes de notre facilité de crédit. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

Au cours du premier semestre de 2025, nous avons fait l'acquisition de cPaperless, LLC (« SafeSend »), pour environ 600 M\$. SafeSend est un fournisseur américain de technologie infonuagique native pour les professionnels de la fiscalité et de la comptabilité. SafeSend automatise les dernières étapes de la production de déclarations fiscales, y compris l'assemblage, la revue, la signature électronique du contribuable et l'expédition. Nous avons également remboursé nos billets à 2,239 % d'un montant de 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) à leur échéance, en mai 2025, à même la trésorerie disponible et avons réglé les instruments dérivés connexes qui couvrent les flux de trésorerie. Au cours du premier semestre de 2024, nous avons vendu nos 16,0 millions d'actions restantes de LSEG.

Notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie, ce qui nous permet de saisir des occasions de croissance interne et externe dans les secteurs de croissance clés et de générer des rendements pour les actionnaires. Notre approche disciplinée et notre modèle d'entreprise permettant de générer de la trésorerie hautement récurrente nous ont permis de résister à la volatilité économique des dernières années causée par des facteurs macroéconomiques et géopolitiques, tout en continuant d'investir dans nos activités.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous ciblons toujours i) un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté, ii) une distribution de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus sous forme de dividendes à nos actionnaires, iii) une redistribution à nos actionnaires d'au moins 75 % de nos flux de trésorerie disponibles annuels sous forme de dividendes et de rachats d'actions, et iv) un RCI qui corresponde au moins au double du coût moyen pondéré du capital au fil du temps.

Au 30 juin 2025, notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie s'établissaient à 0,7 G\$ et notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté s'établissait à 0,5 pour 1, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 0,4 pour 1 au 30 juin 2025, ce qui est aussi en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Notre prochain remboursement de la dette aura lieu en mai 2026, alors que nos billets à 3,35 % d'un montant de 500 M\$ arriveront à échéance.

Nous estimons que nos sources de liquidités existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie prévus dans le cours normal de nos activités des douze prochains mois.

Certaines informations présentées plus haut dans cette rubrique sont de nature prospective et doivent être lues en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
(en millions de dollars américains)	2025	2024	Variation (\$)	2025	2024	Variation (\$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	746	705	41	1 191	1 137	54
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(182)	324	(506)	(938)	955	(1 893)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 275)	(1 245)	(30)	(1 563)	(1 715)	152
Écarts de conversion	4	(3)	7	6	(5)	11
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(707)	(219)	(488)	(1 304)	372	(1 676)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 371	1 889	(518)	1 968	1 298	670
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	664	1 670	(1 006)	664	1 670	(1 006)
Mesure non conforme aux IFRS ¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	566	541	25	843	812	31

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 41 M\$ et de 54 M\$, respectivement, au deuxième trimestre et au semestre, en raison surtout de l'accroissement de la trésorerie lié à l'augmentation du bénéfice d'exploitation.

Activités d'investissement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont établies à 182 M\$ et à 938 M\$, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2025, ce qui comprend des dépenses d'investissement respectives de 163 M\$ et de 314 M\$. Les sorties nettes de trésorerie pour le semestre comprennent également des dépenses liées aux acquisitions de 630 M\$ en lien essentiellement avec l'acquisition de SafeSend.

Au deuxième trimestre de 2024, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement de 324 M\$ rendaient compte d'un produit de 610 M\$ lié à la vente de nos 5,9 millions d'actions restantes de LSEG, déduction faite du paiement de 33 M\$ se rapportant au règlement des contrats de change s'y rattachant. Ces entrées de trésorerie avaient été contrebalancées en partie par un paiement d'impôt de 121 M\$ relativement aux actions de LSEG et par des dépenses d'investissement de 152 M\$. Pour le semestre, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement de 955 M\$ rendaient compte d'un produit de 1 854 M\$ lié à la vente de 16,0 millions d'actions de LSEG, dont un montant de 24 M\$ se rapportait au produit du règlement de contrats de change. Ces entrées de trésorerie avaient été contrebalancées en partie par un paiement d'impôt de 137 M\$ en lien avec la vente des actions de LSEG et la vente d'autres entreprises, par des dépenses d'investissement de 297 M\$ ainsi que par des dépenses liées aux acquisitions de 467 M\$ principalement liées à l'acquisition de Pagero et de World Business Media.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont établies à 1 275 M\$ au deuxième trimestre et à 1 563 M\$ au premier semestre de 2025, ce qui rend compte du remboursement de nos billets à 2,239 % d'une valeur de 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) à leur échéance. Par ailleurs, les montants présentés pour le deuxième trimestre et le semestre comprennent des versements de dividendes à nos actionnaires ordinaires respectifs de 260 M\$ et de 519 M\$.

En 2024, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement de 1 245 M\$ pour le deuxième trimestre et de 1 715 M\$ pour le semestre rendaient compte des remboursements de montants nets respectifs de 703 M\$ et de 139 M\$ aux termes de notre programme de papier commercial, de 235 M\$ et de 472 M\$ aux termes du versement de dividendes à nos porteurs d'actions ordinaires, et de 287 M\$ et de 639 M\$ aux termes de rachats d'actions.

Les montants présentés pour le semestre comprenaient également un montant de 384 M\$ pour l'achat d'actions auprès des actionnaires minoritaires de Pagero et un montant de 48 M\$ pour le remboursement de l'encours de la dette de Pagero.

Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Dividendes » et « Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie au 30 juin 2025 étaient moins élevés qu'au 31 décembre 2024 en raison essentiellement du remboursement de nos billets à 2,239 % d'une valeur de 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) à leur échéance et de l'acquisition de SafeSend.

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes de 123 M\$ et de 115 M\$ au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement, étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 25 M\$ et de 31 M\$, respectivement, pour le deuxième trimestre et le semestre, l'accroissement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ayant été annulé en partie par la hausse des dépenses d'investissement.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette et nos ententes de crédit, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 2,0 G\$ constitue un moyen efficient et flexible d'obtenir du financement à court terme. Il n'y avait aucun papier commercial en cours au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024. Compte tenu de nos notations actuelles, le coût d'emprunt aux termes de la facilité est calculé en fonction des taux suivants : Term Secured Overnight Financing Rate (taux de financement à un jour garanti ou « SOFR »)/Euro Interbank Offered Rate (taux interbancaire offert en euro ou « Euribor »)/Simple Sterling Overnight Index Average (taux moyen au jour le jour de la livre sterling ou « SONIA ») majoré de 91 points de base. Nous pouvons également demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement maximal relatif à la facilité de crédit de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Si Moody's, S&P ou Fitch abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit augmenteraient, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de nos notations pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, nous pourrions choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour les trois trimestres de l'exercice suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 juin 2025, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,4 pour 1.

- **Dette à long terme.** En mai 2025, nous avons remboursé nos billets à 2,239 % d'une valeur de 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) à l'échéance à même la trésorerie disponible et avons réglé les instruments dérivés connexes qui couvrent les flux de trésorerie.

En mars 2025, nous avons réalisé les offres d'échange de dette annoncées en février 2025. L'objectif de cet échange était d'optimiser la structure du capital de la société et d'aligner la génération de produits des activités ordinaires sur la dette. Les détenteurs de billets libellés en dollars américains initialement émis par Thomson Reuters Corporation (« TRC ») (les « anciens billets ») se sont vu offrir la possibilité de recevoir des billets émis par TR Finance LLC (« TR Finance »), une filiale américaine en propriété exclusive indirecte de TRC (les « nouveaux billets »). Les résultats de cet échange se détaillent comme suit :

Série de billets (en millions de dollars américains)	Montant en capital des nouveaux billets émis par TR Finance	Montant en capital restant des anciens billets émis par TRC	Montant en capital des billets en circulation
Billets à 3,35 % échéant en 2026	441	59	500
Billets à 5,85 % échéant en 2040	453	47	500
Billets à 4,50 % échéant en 2043	84	35	119
Billets à 5,65 % échéant en 2043	337	13	350
Déventures à 5,50 % échéant en 2035	373	27	400
Total	1 688	181	1 869

Les nouveaux billets émis par TR Finance sont assortis des mêmes taux d'intérêt, dates de versement des intérêts et dates d'échéance que ceux des séries correspondantes d'anciens billets. Les nouveaux billets sont intégralement et inconditionnellement garantis en ce qui a trait au remboursement du capital et au versement d'intérêts par TRC ainsi que par West Publishing Corporation, Thomson Reuters Applications Inc. et Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui sont toutes des filiales américaines en propriété exclusive indirecte de TRC. Les trois filiales américaines garantes garantissent également les anciens billets restants de TRC de la même manière que TRC ainsi que les billets de TR Finance.

L'échange ne constituait pas une extinction de la dette. Par conséquent, cette transaction n'a pas donné lieu à la décomptabilisation de la dette existante. Au cours du semestre clos le 30 juin 2025, nous avons versé un montant de 4 M\$ au titre de frais liés à la sollicitation des détenteurs de billets qui ont participé à l'offre d'échange. Ce montant est pris en compte au poste « Autres (charges) produits financiers » de l'état consolidé du résultat net. Par ailleurs, des coûts de transaction de 8 M\$ ont été comptabilisés en réduction de la valeur comptable de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière. Les paiements en trésorerie des coûts et frais liés à l'échange sont comptabilisés au poste « Autres activités de financement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

En mars 2025, en lien avec l'échange de dette décrit ci-dessus, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel TRC et TR Finance peuvent émettre, à l'occasion, des titres de créance non garantis totalisant au maximum 3,0 G\$ jusqu'en avril 2027. Tous les titres de créance émis par TR Finance seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par TRC et les trois filiales américaines garantes susmentionnées, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de TRC. Tous les titres de créance émis par TRC seront également garantis par les trois filiales américaines garantes selon les mêmes modalités que celles s'appliquant aux titres de créance émis par TR Finance. À l'exception de TR Finance et des filiales garantes, aucune autre filiale de TRC n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre de créance que pourrait émettre TR Finance ou TRC. Ni TRC ni TR Finance n'a émis de titres de créance aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation de la société, y compris TR Finance et les filiales garantes.

- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Le déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

En mai 2025, S&P Global Ratings a relevé la notation de notre dette à long terme, la faisant passer de BBB+ à A-.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées aux titres émis par TRC et TR Finance en circulation à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa1	A-	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons garantir que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2025, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,22 \$ par action, du taux de dividende annuel, qui a été porté à 2,38 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2025). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la TSX sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau qui suit fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2025	2024	2025	2024
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,595 \$	0,54 \$	1,19 \$	1,08 \$
Dividendes déclarés	269	243	536	487
Dividendes réinvestis	(9)	(8)	(17)	(15)
Dividendes versés	260	235	519	472

- **Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** Nous rachetons occasionnellement des actions (pour les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie de gestion du capital. Nos rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Le 1^{er} novembre 2023, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ d'actions ordinaires dans le cadre d'une offre de rachat renouvelée, réalisée en mai 2024.

Il n'y a eu aucun rachat d'actions au cours du semestre clos le 30 juin 2025. Les rachats d'actions réalisés au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2024 s'établissent comme suit :

	Trimestre clos le 30 juin 2024	Semestre clos le 30 juin 2024
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	287	639
Nombre d'actions rachetées (en millions)	1,8	4,1
Rachats d'actions – prix moyen par action	161,32 \$	156,92 \$

Situation financière

L'actif net, soit le total de l'actif diminué du total du passif, s'est établi à 12,6 G\$ au 30 juin 2025, essentiellement inchangé par rapport à 12,0 G\$ au 31 décembre 2024.

Au 30 juin 2025, nos passifs courants excédaient nos actifs courants principalement en raison du fait que nos passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Par conséquent, nous inscrivons habituellement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dettes nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Dettes nette¹⁾	1 457	1 156
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté¹⁾	2 814	2 779
Dettes nette/BAIIA ajusté¹⁾	0,5:1	0,4:1

1) Représente des mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté était inférieur à notre ratio cible de 2,5 pour 1. L'augmentation de notre dette nette est principalement attribuable à la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). Au 30 juin 2025, le total de notre dette (compte non tenu des coûts de transaction, des primes et des escomptes non amortis connexes) s'élevait à 1,9 G\$.

Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 juin 2025, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts était d'environ 11 ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant s'établissait à un peu plus de 5 % et était entièrement fixe.

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Garanties » ci-après dans le présent rapport de gestion pour obtenir de l'information sur les garanties et autres types de soutien au crédit fournis par la société à 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates ») en lien avec une facilité d'emprunt modifiée et mise à jour obtenue par 3XSQ Associates en mai 2025. Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2024. Il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles au cours du semestre clos le 30 juin 2025.

Éventualités**Actions et réclamations en justice**

Nous sommes parties à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, les questions de protection des renseignements personnels et des données, les questions liées à la diffamation et à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. L'issue des litiges est difficile à prévoir avec certitude en raison de divers facteurs, y compris, sans s'y limiter, la nature préliminaire de certaines réclamations, l'incertitude concernant les hypothèses et les demandes relatives aux préjudices allégués, un dossier factuel incomplet, l'incertitude concernant les principes juridiques et les procédures judiciaires et leur résolution par les tribunaux, que ce soit en première instance ou en appel, de même que la nature imprévisible des parties adverses. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales et proposer des ajustements ou des changements à apporter à nos déclarations fiscales.

Nous maintenons donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et faisons des ajustements en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant de ces contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Avant le 31 décembre 2023, nous avons payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis de cotisation émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC ») en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés qui se rapportaient collectivement aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. Nous n'estimons pas que ces actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés. Parce que nous sommes d'avis que notre position est justifiée par la loi, nous comptons la défendre vigoureusement et continuerons de contester ces avis de cotisation au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition. Comme ces avis se rapportent en grande partie à des entreprises que nous avons

vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles nous avons été tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Nous ne pensons pas que la résolution de ces questions aura une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble. Les paiements que nous effectuons ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité des montants payés en vertu de ces avis de cotisation, nous avons comptabilisé la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans nos états financiers.

Garanties

Nous détenons une participation dans 3XSQ Associates, entité conjointement détenue par une filiale de notre société et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3 Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En mai 2025, 3XSQ Associates a reporté de deux ans l'échéance de sa facilité d'emprunt d'une durée de trois ans pour la faire passer de juin 2025 à juin 2027, et elle a réduit la facilité pour la faire passer de 415 M\$ à 385 M\$. Cette facilité avait été obtenue en 2022 afin de refinancer la dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. La société et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants de capital sur les emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. La société et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et individuelle visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur découlant d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et individuelles, la société et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. Nous estimons que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur notre capacité à emprunter des fonds aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Pour un complément d'information, consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2024, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

Le 6 février 2025, nous avons communiqué nos perspectives financières pour l'ensemble de l'exercice 2025. Le 6 août 2025, nous avons annoncé que nous maintenions nos perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2025, sauf pour ce qui suit :

- La dotation aux amortissements des logiciels a été revue pour tenir compte d'une dotation aux amortissements des logiciels développés en interne moins élevée par rapport aux prévisions initiales. Nos perspectives ajustées pour l'exercice complet en ce qui a trait à la dotation aux amortissements se situent maintenant entre 825 M\$ et 835 M\$, dont une tranche de 625 M\$ à 635 M\$ se rapporte à la dotation aux amortissements des logiciels développés en interne.
- Nous prévoyons que le montant net de la charge d'intérêts sera d'environ 130 M\$, ce qui est inférieur à notre prévision initiale d'environ 150 M\$, en raison des taux d'intérêt plus élevés que prévu, ce qui a une incidence positive sur le produit d'intérêts.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons nos perspectives pour l'exercice 2025 ainsi que les résultats réels pour l'exercice 2024, qui comprennent des mesures financières non conformes aux IFRS. Nos perspectives présument que les taux de change demeureront constants par rapport à ceux de 2024 et tiennent compte de l'acquisition de SafeSend en janvier 2025 et des cessions de FindLaw et d'autres entreprises secondaires en décembre 2024, mais ne tiennent pas compte de l'incidence d'autres acquisitions ou cessions qui pourraient survenir d'ici la fin de l'exercice.

Nous pensons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance prévue de nos activités.

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale, entre autres facteurs, pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Total — Thomson Reuters	Chiffres réels pour 2024	Perspectives pour 2025 6 février 2025	Perspectives pour 2025 6 août 2025
Croissance des produits des activités ordinaires	7 %	3,0-3,5 % ²⁾	Inchangé
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	7 %	7,0-7,5 %	Inchangé
Marge du BAIIA ajusté¹⁾	38,2 %	Environ 39 %	Inchangé
Charges liées au siège social	105 M\$	Entre 120 M\$ et 130 M\$	Inchangé
Flux de trésorerie disponibles¹⁾	1,8 G\$	Environ 1,9 G\$	Inchangé
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾	8,4 %	Environ 8 %	Inchangé
Dotation aux amortissements des logiciels	731 M\$	Entre 835 M\$ et 855 M\$	Entre 825 M\$ et 835 M\$
Dotation aux amortissements des logiciels développés en interne	584 M\$	Entre 635 M\$ et 655 M\$	Entre 625 M\$ et 635 M\$
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	147 M\$	Environ 200 M\$	Inchangé
Charge d'intérêts, montant net	125 M\$	Environ 150 M\$	Environ 130 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté¹⁾	17,6 %	Environ 19 %	Inchangé
3 grands secteurs ¹⁾	Chiffres réels pour 2024	Perspectives pour 2025 6 février 2025	Perspectives pour 2025 6 août 2025
Croissance des produits des activités ordinaires	8 %	Environ 4 % ²⁾	Inchangé
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	9 %	Environ 9 %	Inchangé
Marge du BAIIA ajusté	42,1 %	Environ 43 %	Inchangé

1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

2) La croissance du total des produits des activités ordinaires tient compte de l'incidence des cessions de FindLaw et d'autres entreprises secondaires en décembre 2024.

Pour le troisième trimestre de 2025, nous prévoyons que le taux de croissance interne de nos produits des activités ordinaires sera d'environ 7 % et notre marge du BAIIA ajusté, d'environ 36 %.

Le tableau qui suit présente un sommaire des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières de 2025.

Produits des activités ordinaires

Principales hypothèses

- La conjoncture macroéconomique et géopolitique incertaine continuera à perturber l'économie et à occasionner des périodes de volatilité.
- Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes et des situations juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux complexes et en évolution constante, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue.
- Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients.
- Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale.
- Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.

Risques importants

- L'incertitude géopolitique et macroéconomique actuelle continue d'avoir des répercussions sur l'économie mondiale. La gravité et la durée de cette incertitude pourraient entraîner une baisse de la demande pour nos produits et services (au-delà de notre hypothèse selon laquelle ces perturbations entraîneront des périodes de volatilité).
- L'incertitude concernant le régime juridique et réglementaire en ce qui a trait à l'IA. La législation future éventuelle pourrait rendre plus difficile nos activités commerciales utilisant l'IA, donner lieu à des amendes ou à des pénalités réglementaires, nous obliger à changer notre gamme de produits ou nos pratiques commerciales ou encore nous empêcher d'utiliser l'IA ou limiter l'utilisation que nous pouvons en faire.
- L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services.
- La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires.
- Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.

Marge du BAIIA ajusté

Principales hypothèses

- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires.
- Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités.
- Les coûts d'intégration liés aux récentes acquisitions réduiront les marges.

Risques importants

- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires.
- L'inflation plus élevée que prévu pourrait entraîner une augmentation supérieure aux prévisions des coûts de main-d'œuvre, des coûts des fournisseurs tiers et des coûts des documents imprimés.
- Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie disponibles

Principales hypothèses

- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté.
- Les dépenses d'investissement à payer devraient se chiffrer à environ 8 % des produits des activités ordinaires en 2025.

Risques importants

- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté.
- L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer.
- Les dépenses d'investissement à payer pourraient être supérieures aux prévisions.
- Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté en 2025 aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2024. - Les changements qui seront apportés aux lois et conventions fiscales en vigueur sur les territoires où nous exerçons nos activités seront minimes. - Il ne découlera aucune charge ni aucun avantage important de la finalisation des années d'imposition antérieures. - La dotation aux amortissements des logiciels développés en interne sera de l'ordre de 625 M\$ à 635 M\$ en 2025. - Le montant net de la charge d'intérêts sera d'environ 130 M\$ en 2025.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des logiciels développés en interne et le montant net de la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevés ou beaucoup moins élevés que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de nos perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des taux de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les taux de change moyens de l'exercice et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 5 août 2025, notre actionnaire principal, Woodbridge (et ses sociétés affiliées), détenait en propriété réelle environ 70 % de nos actions ordinaires.

Transactions avec 3XSQ Associates

Au cours du semestre clos le 30 juin 2025, nous avons versé un montant de 5 M\$ en trésorerie aux termes d'un appel de fonds et avons versé un apport en nature de 18 M\$ correspondant à la juste valeur des garanties fournies en lien avec la facilité d'emprunt de 385 M\$ obtenue par 3XSQ Associates (se reporter à la rubrique « Garanties » du présent rapport de gestion pour un complément d'information).

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier semestre de 2025. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2024 figurant dans notre rapport annuel 2024, de même qu'à la note 32 de nos états financiers consolidés annuels de 2024 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables et sur les prises de position comptables récentes, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2024, lequel figure dans notre rapport annuel 2024, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2025.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les attentes relatives aux prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2024, lequel figure dans notre rapport annuel 2024. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2024, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Nous continuons de mener nos activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation, entre autres facteurs. Bien que nous suivions de près ces conditions afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances.

Renseignements supplémentaires

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef des finances, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du deuxième trimestre de 2025 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 5 août 2025, 450 680 705 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 1 258 836 options sur actions et un total de 1 389 182 unités d'action de négociation restreinte temporelles et unités d'action de négociation restreinte liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités en valeurs mobilières compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2024 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR+, à l'adresse [sedarplus.ca](https://www.sedarplus.ca)) et auprès de la SEC des États-Unis à l'adresse [sec.gov](https://www.sec.gov).

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales, les attentes de la société relativement à l'incidence des lois fiscales au Canada et aux États-Unis, les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, son objectif de redistribuer au moins 75 % des flux de trésorerie disponibles annuels sous forme de dividendes et de rachats d'actions ainsi que son objectif de dégager un RCI qui corresponde au moins au double du coût moyen pondéré du capital au fil du temps, les attentes de la société quant au remboursement des montants versés à HMRC et d'autres attentes concernant ses liquidités et ressources en capital. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Nombre de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions du contexte macroéconomique et géopolitique sur les activités et les résultats financiers de la société sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pouvons pas nécessairement prévoir avec exactitude.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2024 et dans des documents que nous déposons de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou que nous leur fournissons. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par toute dégradation du contexte géopolitique, commercial et économique à l'échelle mondiale. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
BAIIA ajusté et marge connexe		
Cette mesure représente le bénéfice ou la perte lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs et des ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur apportés aux produits différés acquis.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente également une mesure fréquemment présentée et utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation, qui permet aussi d'évaluer notre capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et marge connexe		
Cette mesure représente le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer, où les dépenses d'investissement à payer comprennent les montants non réglés à la date de clôture. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur apportés aux produits différés acquis.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif, et représente la base sur laquelle la direction évalue les dépenses d'investissement.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		
Cette mesure représente les dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur apportés aux produits différés acquis.	Représentent la base sur laquelle nous gérons les dépenses d'investissement aux fins de notre budgétisation interne.	Dépenses d'investissement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice ou perte net y compris les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, mais exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur (y compris ceux liés aux produits différés acquis), de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises (autres immobilisations incorporelles identifiables et logiciels acquis), des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Les immobilisations incorporelles acquises contribuent à la génération de produits des activités ordinaires par les sociétés acquises, qui sont inclus dans notre calcul du résultat ajusté.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat. Ces mesures sont utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de la performance.	Bénéfice net et résultat dilué par action
Le montant après impôt de chaque élément est exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'impôt appropriés à la nature et au territoire de chaque élément.		
Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action et ne représente pas le bénéfice ou la perte réel par action attribuable aux actionnaires.		

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté		
Charge d'impôt ajustée divisée par le résultat ajusté avant impôt. La charge d'impôt ajustée est calculée comme (le produit) la charge d'impôt augmenté ou diminué de l'incidence fiscale de tous les postes ayant une incidence sur le résultat ajusté (ainsi qu'il est décrit ci-dessus) et des autres éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité.	Procure une base permettant l'analyse des taux d'impôt effectifs associés au résultat ajusté.	(Charge) produit d'impôt
Pour les périodes intermédiaires, nous apportons aussi un ajustement visant à refléter l'impôt en fonction des taux effectifs estimés pour l'exercice dans son ensemble. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de répartir l'impôt estimé pour l'exercice dans son ensemble entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.	Notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires.	—
Dettes nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dette nette : Dette totale (compte non tenu des coûts de transaction non amortis, des primes ou escomptes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement d'une société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour la période de douze mois précédente se clôturant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes ». Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation Mesures et ratios non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes » ou compte non tenu de l'effet du change), qui est déterminé en convertissant les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même taux de change.	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure et ratio non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. • Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. • Nous calculons la croissance interne liée aux cessions uniquement pour la période de l'exercice considéré où nous avons détenu l'entreprise comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires
3 grands secteurs		
Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Toutes les mesures présentées pour les 3 grands secteurs sont des mesures financières non conformes aux IFRS.	Les 3 grands secteurs représentent environ 80 % des produits des activités ordinaires et l'essentiel de nos services d'information pour entreprises.	Produits des activités ordinaires Bénéfice lié aux activités poursuivies

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024 et l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Arrondissement

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024	2024
Bénéfice lié aux activités poursuivies	297	844	722	1 308	2 192
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Charge (produit) d'impôt	52	(402)	144	(335)	(123)
Autres charges (produits) financiers	48	(2)	58	(24)	(45)
Charge d'intérêts, montant net	35	36	65	76	125
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	24	23	49	48	91
Dotation aux amortissements des logiciels	178	154	352	307	618
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	28	29	55	57	113
BAIIA	662	682	1 445	1 437	2 971
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4	(61)	10	(53)	(40)
Autres (profits) pertes d'exploitation, montant net	(5)	29	(2)	70	(144)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	17	(4)	34	(2)	(8)
BAIIA ajusté	678	646	1 487	1 452	2 779
Déduire : dépenses d'investissement à payer	(157)	(148)	(295)	(282)	(609)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	521	498	1 192	1 170	2 170
Marge du BAIIA ajusté	37,8 %	37,1 %	40,1 %	40,0 %	38,2 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	29,0 %	28,6 %	32,2 %	32,2 %	29,9 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des taux de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

Rapprochement des dépenses d'investissement et des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2025	2024	2024
Dépenses d'investissement	163	152	314	297	607
Déduire : ajustement conforme aux IFRS de la comptabilité de trésorerie	(6)	(4)	(19)	(15)	2
Dépenses d'investissement à payer	157	148	295	282	609
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	8,4 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2025	2024	2025	2024	2024
Bénéfice net	313	841	747	1 319	2 207
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Ajustements de juste valeur ¹⁾	17	(4)	34	(2)	(8)
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	52	37	101	75	147
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	24	23	49	48	91
Autres (profits) pertes d'exploitation, montant net	(5)	29	(2)	70	(144)
Autres charges (produits) financiers	48	(2)	58	(24)	(45)
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4	(61)	10	(53)	(40)
Impôt sur les éléments ci-dessus ²⁾	(22)	(8)	(46)	(40)	(9)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ²⁾	(21)	(470)	(20)	(481)	(478)
(Bénéfice) perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(16)	3	(25)	(11)	(15)
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires²⁾	1	(1)	(4)	(10)	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(2)	(2)	(3)	(5)
Résultat ajusté³⁾	394	385	900	888	1 701
Résultat ajusté par action³⁾	0,87 \$	0,85 \$	2,00 \$	1,97 \$	3,77 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	451,2	450,9	451,0	451,9	451,2

- 1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des taux de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.
- 2) Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge (produit) d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.
- 3) L'incidence des participations ne donnant pas le contrôle sur le résultat ajusté, qui s'applique au semestre clos le 30 juin 2024 et à l'exercice clos le 31 décembre 2024, a été négligeable.

Rapprochement du taux d'impôt effectif pour l'exercice et du bénéfice ajusté

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2024
Bénéfice ajusté	1 701
Ajouter : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	5
Ajouter : charge d'impôt sur le résultat ajusté	364
Bénéfice ajusté avant impôt	2 070
Produit d'impôt conforme aux IFRS	(123)
Déduire l'impôt au titre de ce qui suit :	
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	33
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	22
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(7)
Autres produits financiers	19
Autres profits d'exploitation, montant net	(56)
Autres éléments	(2)
Total partiel – déduire le produit d'impôt sur les éléments avant impôt déduits du résultat ajusté	9
Déduire : éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	478
Total – déduire tous les éléments ayant une incidence sur la comparabilité	487
Charge d'impôt sur le bénéfice ajusté	364
Taux d'impôt effectif sur le bénéfice ajusté	17,6 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
	2025	2024	2025	2024	2024
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	746	705	1 191	1 137	2 457
Dépenses d'investissement	(163)	(152)	(314)	(297)	(607)
Autres activités d'investissement	-	6	1	6	46
Paiements au titre du capital des contrats de location	(16)	(16)	(33)	(31)	(63)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(1)	(2)	(2)	(3)	(5)
Flux de trésorerie disponibles	566	541	843	812	1 828

Rapprochement de la dette nette et du ratio d'endettement correspondant à la dette nette, divisée par le BAIIA ajusté

(en millions de dollars américains)	30 juin	31 décembre
	2025	2024
Dette courante	499	973
Dette à long terme	1 342	1 847
Total de la dette	1 841	2 820
Swaps	-	21
Total de la dette après déduction des swaps	1 841	2 841
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture	-	5
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	1 841	2 846
Déduire : coûts de transaction, primes et escomptes compris dans la valeur comptable de la dette	28	22
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	252	256
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(664)	(1 968)
Dette nette	1 457	1 156
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté	2 814	2 779
Dette nette/BAIIA ajusté	0,5:1	0,4:1

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin						
				Variation			
	2025	2024	Total	Mouvements du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions/cessions nettes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	709	727	(2) %	-	(3) %	(11) %	8 %
Grandes sociétés	472	442	7 %	-	6 %	(2) %	9 %
Fiscalité et comptabilité	277	250	11 %	(2) %	13 %	2 %	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 458	1 419	3 %	-	3 %	(6) %	9 %
Reuters News	218	205	7 %	2 %	5 %	-	5 %
Publications mondiales	114	123	(7) %	-	(7) %	-	(7) %
Éliminations/arrondissement	(5)	(7)					
Total des produits des activités ordinaires	1 785	1 740	3 %	-	2 %	(5) %	7 %
Produits récurrents							
Professionnels du droit	689	702	(2) %	-	(2) %	(11) %	9 %
Grandes sociétés	413	382	8 %	-	8 %	(2) %	9 %
Fiscalité et comptabilité	190	179	7 %	(2) %	9 %	-	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 292	1 263	2 %	-	2 %	(7) %	9 %
Reuters News	176	164	8 %	2 %	6 %	-	6 %
Éliminations/arrondissement	(5)	(7)					
Total des produits récurrents	1 463	1 420	3 %	-	3 %	(6) %	9 %
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	20	25	(20) %	2 %	(22) %	(14) %	(7) %
Grandes sociétés	59	60	(2) %	1 %	(2) %	(6) %	4 %
Fiscalité et comptabilité	87	71	22 %	(1) %	23 %	8 %	14 %
3 grands secteurs pris collectivement	166	156	6 %	-	6 %	(2) %	8 %
Reuters News	42	41	3 %	2 %	1 %	-	1 %
Total des produits tirés des transactions	208	197	5 %	1 %	5 %	(2) %	7 %

Semestres clos les 30 juin

(en millions de dollars américains)	Variation						
	2025	2024	Total	Mouvements du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions/cessions nettes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	1 402	1 448	(3) %	-	(3) %	(11) %	8 %
Grandes sociétés	1 013	949	7 %	-	7 %	(2) %	9 %
Fiscalité et comptabilité	637	578	10 %	(2) %	12 %	2 %	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	3 052	2 975	3 %	(1) %	3 %	(6) %	9 %
Reuters News	414	415	-	1 %	(1) %	-	(1) %
Publications mondiales	230	247	(7) %	-	(6) %	-	(6) %
Éliminations/arrondissement	(11)	(12)					
Total des produits des activités ordinaires	3 685	3 625	2 %	-	2 %	(5) %	7 %
Produits récurrents							
Professionnels du droit	1 364	1 400	(2) %	-	(2) %	(11) %	9 %
Grandes sociétés	813	752	8 %	-	8 %	(2) %	10 %
Fiscalité et comptabilité	397	378	5 %	(3) %	8 %	-	8 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 574	2 530	2 %	(1) %	2 %	(7) %	9 %
Reuters News	351	328	7 %	-	6 %	-	6 %
Éliminations/arrondissement	(11)	(12)					
Total des produits récurrents	2 914	2 846	2 %	-	3 %	(6) %	9 %
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	38	48	(22) %	1 %	(23) %	(17) %	(6) %
Grandes sociétés	200	197	1 %	-	1 %	(3) %	5 %
Fiscalité et comptabilité	240	200	20 %	(1) %	20 %	5 %	15 %
3 grands secteurs pris collectivement	478	445	7 %	-	7 %	(2) %	9 %
Reuters News	63	87	(27) %	2 %	(29) %	-	(29) %
Total des produits tirés des transactions	541	532	1 %	-	1 %	(2) %	3 %

Exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars américains)	Variation						
	2024	2023	Total	Mouvements du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions/cessions nettes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	2 922	2 807	4 %	-	4 %	(3) %	7 %
Grandes sociétés	1 844	1 620	14 %	-	14 %	4 %	10 %
Fiscalité et comptabilité	1 165	1 058	10 %	(1) %	11 %	1 %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	5 931	5 485	8 %	-	8 %	-	9 %
Reuters News	832	769	8 %	-	8 %	2 %	6 %
Publications mondiales	519	562	(8) %	-	(7) %	-	(7) %
Éliminations/arrondissement	(24)	(22)					
Total des produits des activités ordinaires	7 258	6 794	7 %	-	7 %	-	7 %

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin				
	2025	2024	Total	Variation Mouve- ments du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	339	327	4 %	1 %	3 %
Grandes sociétés	169	163	3 %	1 %	3 %
Fiscalité et comptabilité	113	91	22 %	(2) %	24 %
3 grands secteurs pris collectivement	621	581	7 %	1 %	6 %
Reuters News	45	51	(11) %	-	(10) %
Publications mondiales	41	43	(5) %	1 %	(5) %
Charges liées au siège social	(29)	(29)	s.o.	s.o.	s.o.
Total du BAIIA ajusté	678	646	5 %	-	5 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	47,8 %	45,0 %	280 pb	30 pb	250 pb
Grandes sociétés	35,7 %	36,8 %	(110) pb	10 pb	(120) pb
Fiscalité et comptabilité	39,3 %	36,8 %	250 pb	10 pb	240 pb
3 grands secteurs pris collectivement	42,3 %	41,0 %	130 pb	20 pb	110 pb
Reuters News	20,8 %	24,8 %	(400) pb	(40) pb	(360) pb
Publications mondiales	36,0 %	35,2 %	80 pb	30 pb	50 pb
Total de la marge du BAIIA ajusté	37,8 %	37,1 %	70 pb	-	70 pb
Charges d'exploitation	1 124	1 090	3 %	1 %	2 %
Résultat ajusté par action	0,87 \$	0,85 \$	2 %	-	2 %

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Semestres clos les 30 juin				
	2025	2024	Total	Variation Mouve- ments du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	675	669	1 %	1 %	-
Grandes sociétés	382	356	7 %	1 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	323	272	19 %	(1) %	20 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 380	1 297	6 %	-	6 %
Reuters News	84	111	(24) %	1 %	(25) %
Publications mondiales	85	90	(6) %	-	(6) %
Charges liées au siège social	(62)	(46)	s.o.	s.o.	s.o.
Total du BAIIA ajusté	1 487	1 452	2 %	-	2 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	48,1 %	46,2 %	190 pb	40 pb	150 pb
Grandes sociétés	37,7 %	37,3 %	40 pb	40 pb	-
Fiscalité et comptabilité	49,1 %	47,1 %	200 pb	40 pb	160 pb
3 grands secteurs pris collectivement	44,9 %	43,5 %	140 pb	40 pb	100 pb
Reuters News	20,4 %	26,6 %	(620) pb	10 pb	(630) pb
Publications mondiales	36,9 %	36,7 %	20 pb	30 pb	(10) pb
Total de la marge du BAIIA ajusté	40,1 %	40,0 %	10 pb	20 pb	(10) pb
Charges d'exploitation	2 232	2 171	3 %	-	3 %
Résultat ajusté par action	2,00 \$	1,97 \$	2 %	-	2 %

BAlIA ajusté et marges connexes des 3 grands secteurs et consolidésExercice clos le
31 décembre

(en millions de dollars américains)

2024

BAlIA ajusté

Professionnels du droit	1 302
Grandes sociétés	671
Fiscalité et comptabilité	527
3 grands secteurs pris collectivement	2 500
Reuters News	196
Publications mondiales	188
Charges liées au siège social	(105)
Total du BAlIA ajusté	2 779

3 grands secteurs pris collectivement

BAlIA ajusté	2 500
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur de 7 M\$ liés aux produits différés acquis	5 938
Marge du BAlIA ajusté	42,1 %

Données consolidées

BAlIA ajusté	2 779
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur de 9 M\$ liés aux produits différés acquis	7 267
Marge du BAlIA ajusté	38,2 %

Rapprochement de la marge du BAlIA ajusté

Pour calculer la marge du BAlIA ajusté sectorielle et consolidée, nous excluons les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis de nos produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS. Les tableaux ci-après présentent un rapprochement des produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS et des produits utilisés pour le calcul de la marge du BAlIA ajusté, qui exclut les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.

Trimestre clos le 30 juin 2025					
(en millions de dollars américains)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAlIA ajusté	Marge du BAlIA ajusté
Professionnels du droit	709	-	709	339	47,8 %
Grandes sociétés	472	-	472	169	35,7 %
Fiscalité et comptabilité	277	10	287	113	39,3 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 458	10	1 468	621	42,3 %
Reuters News	218	-	218	45	20,8 %
Publications mondiales	114	-	114	41	36,0 %
Éliminations/arrondissement	(5)	-	(5)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(29)	s. o.
Totaux consolidés	1 785	10	1 795	678	37,8 %

Trimestre clos le 30 juin 2024					
(en millions de dollars américains)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Professionnels du droit	727	-	727	327	45,0 %
Grandes sociétés	442	2	444	163	36,8 %
Fiscalité et comptabilité	250	-	250	91	36,8 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 419	2	1 421	581	41,0 %
Reuters News	205	-	205	51	24,8 %
Publications mondiales	123	-	123	43	35,2 %
Éliminations/arrondissement	(7)	-	(7)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(29)	s. o.
Totaux consolidés	1 740	2	1 742	646	37,1 %

Semestre clos le 30 juin 2025					
(en millions de dollars américains)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Professionnels du droit	1 402	-	1 402	675	48,1 %
Grandes sociétés	1 013	-	1 013	382	37,7 %
Fiscalité et comptabilité	637	20	657	323	49,1 %
3 grands secteurs pris collectivement	3 052	20	3 072	1 380	44,9 %
Reuters News	414	-	414	84	20,4 %
Publications mondiales	230	-	230	85	36,9 %
Éliminations/arrondissement	(11)	-	(11)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(62)	s. o.
Totaux consolidés	3 685	20	3 705	1 487	40,1 %

Semestre clos le 30 juin 2024					
(en millions de dollars américains)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Professionnels du droit	1 448	-	1 448	669	46,2 %
Grandes sociétés	949	5	954	356	37,3 %
Fiscalité et comptabilité	578	-	578	272	47,1 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 975	5	2 980	1 297	43,5 %
Reuters News	415	1	416	111	26,6 %
Publications mondiales	247	-	247	90	36,7 %
Éliminations/arrondissement	(12)	-	(12)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(46)	s. o.
Totaux consolidés	3 625	6	3 631	1 452	40,0 %

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023
Produits des activités ordinaires	1 785	1 900	1 909	1 724	1 740	1 885	1 815	1 594
Bénéfice d'exploitation	436	563	722	415	415	557	558	441
Bénéfice lié aux activités poursuivies	297	425	607	277	844	464	650	370
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	16	9	(20)	24	(3)	14	28	(3)
Bénéfice net	313	434	587	301	841	478	678	367
Bénéfice (perte) attribuable aux :								
Actionnaires ordinaires	313	434	587	301	841	481	678	367
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(3)	-	-
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	0,66 \$	0,94 \$	1,35 \$	0,61 \$	1,87 \$	1,03 \$	1,43 \$	0,81 \$
Lié aux activités abandonnées	0,03	0,02	(0,05)	0,06	(0,01)	0,03	0,06	(0,01)
	0,69 \$	0,96 \$	1,30 \$	0,67 \$	1,86 \$	1,06 \$	1,49 \$	0,80 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	0,66 \$	0,94 \$	1,34 \$	0,61 \$	1,87 \$	1,03 \$	1,43 \$	0,81 \$
Lié aux activités abandonnées	0,03	0,02	(0,04)	0,06	(0,01)	0,03	0,06	(0,01)
	0,69 \$	0,96 \$	1,30 \$	0,67 \$	1,86 \$	1,06 \$	1,49 \$	0,80 \$

Produits des activités ordinaires – Les produits des activités ordinaires de l'ensemble de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre. Puisque nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains, les mouvements du change ont eu une incidence minime sur nos produits des activités ordinaires. Nos produits des activités ordinaires du premier trimestre de 2025 et du quatrième trimestre de 2024 reflètent la croissance des produits récurrents, tandis que les autres trimestres comparables reflétaient la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions, notamment des acquisitions. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la perte de produits des activités ordinaires liée aux cessions, principalement celle de FindLaw en décembre 2024.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est habituellement peu touché par le caractère saisonnier. La majorité de nos charges d'exploitation étant fixes à court et à moyen terme, notre rentabilité s'accroît généralement avec l'augmentation de nos produits des activités ordinaires. Lorsque nos produits diminuent, notre rentabilité est habituellement affectée. Au quatrième trimestre de 2024, la hausse du bénéfice d'exploitation rend compte des profits à la vente de FindLaw et d'autres entreprises secondaires.

Bénéfice net – Notre bénéfice net de certaines périodes a été considérablement influencé par notre ancienne participation dans LSEG. Le résultat du quatrième trimestre de 2023 rend compte d'un accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG, tandis que celui du troisième trimestre de 2023 rend compte d'une diminution de la valeur de notre participation dans LSEG. Le résultat du deuxième trimestre de 2024 tient compte d'un produit d'impôt de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à une loi fiscale promulguée au Canada.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas, et avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par les filiales garantes à l'égard de certains titres de créance en circulation émis par Thomson Reuters Corporation aux termes d'un deuxième acte de fiducie modifié et reformulé conclu entre Thomson Reuters Corporation, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas, ainsi qu'à l'égard de tout titre de créance émis par Thomson Reuters Corporation aux termes d'un acte de fiducie devant être conclu entre Thomson Reuters Corporation, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas en lien avec une telle offre de titres de créance.

TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation. TR Finance LLC est un mécanisme de financement pour Thomson Reuters Corporation et ses filiales consolidées. TR Finance LLC n'exerce aucune activité de manière indépendante, outre l'émission de titres de créance dont l'usage du produit est réservé à Thomson Reuters, la couverture de cette dette lorsqu'il est opportun de le faire et le prêt de fonds à des entreprises du groupe Thomson Reuters. À l'égard de toutes les émissions de titres de créance par TR Finance LLC jusqu'à maintenant, le produit de ces émissions a été utilisé par TR Finance LLC pour octroyer des prêts, et à l'égard de chaque future émission de titres de créance par TR Finance LLC, il est prévu que le produit de ces émissions soit utilisé par TR Finance LLC pour octroyer des prêts aux filiales garantes ou aux sociétés affiliées américaines qui sont des actionnaires directs ou indirects des filiales garantes. TR Finance LLC prévoit être en mesure de payer des intérêts, des primes et des charges d'exploitation et de s'acquitter de ses obligations au titre de la dette au moyen des produits d'intérêts sur les prêts consentis à des sociétés affiliées, et pourra également compter sur le financement tiré des garanties fournies par les filiales garantes et Thomson Reuters Corporation. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou de s'acquitter de ses obligations au titre de la dette dépend de la capacité des filiales garantes et (ou) des autres sociétés affiliées américaines de payer l'intérêt et de s'acquitter des obligations au titre de la dette aux termes des prêts consentis aux sociétés affiliées ainsi que du soutien financier des filiales garantes et de Thomson Reuters Corporation. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations fiscales, Thomson Reuters Corporation répartit entre les membres du groupe la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2025, nos états financiers consolidés annuels de 2024, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2024, qui figure dans notre rapport annuel 2024.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 juin 2025					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	335	1 523	(73)	1 785
Charges d'exploitation	(3)	-	(233)	(961)	73	(1 124)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(7)	(21)	-	(28)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(10)	(168)	-	(178)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(11)	(13)	-	(24)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	9	7	(11)	5
(Perte) bénéfice d'exploitation	(3)	-	83	367	(11)	436
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(5)	(22)	1	(9)	-	(35)
Autres charges financières	(43)	-	-	(5)	-	(48)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	111	22	(10)	(123)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	60	-	74	230	(11)	353
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(4)	-	(4)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	259	-	6	57	(322)	-
(Charge) produit d'impôt	(6)	8	(17)	(29)	(8)	(52)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	313	8	63	254	(341)	297
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	16	-	16
Bénéfice net	313	8	63	270	(341)	313
Bénéfice attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	313	8	63	270	(341)	313
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 juin 2024					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	477	1 426	(163)	1 740
Charges d'exploitation	(4)	-	(338)	(911)	163	(1 090)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(9)	(20)	-	(29)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(4)	(150)	-	(154)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(10)	(13)	-	(23)
Autres pertes d'exploitation, montant net	-	-	(22)	(7)	-	(29)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(4)	-	94	325	-	415
(Charges) produits financiers, montant net :						
Charge d'intérêts, montant net	(35)	-	-	(1)	-	(36)
Autres (charges) produits financiers	(69)	-	-	71	-	2
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	30	-	(15)	(15)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(78)	-	79	380	-	381
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	61	-	61
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	704	-	-	59	(763)	-
Produit (charge) d'impôt	215	-	(20)	207	-	402
Bénéfice lié aux activités poursuivies	841	-	59	707	(763)	844
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(3)	-	(3)
Bénéfice net	841	-	59	704	(763)	841
Bénéfice attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	841	-	59	704	(763)	841
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Semestre clos le 30 juin 2025					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	689	3 149	(153)	3 685
Charges d'exploitation	(10)	-	(456)	(1 919)	153	(2 232)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(14)	(41)	-	(55)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(14)	(338)	-	(352)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(21)	(28)	-	(49)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	9	4	(11)	2
(Perte) bénéfice d'exploitation	(10)	-	193	827	(11)	999
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(32)	(25)	2	(10)	-	(65)
Autres charges financières	(84)	-	-	(6)	32	(58)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	55	25	(24)	(56)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(71)	-	171	755	21	876
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(10)	-	(10)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	804	-	15	130	(949)	-
Produit (charge) d'impôt	14	-	(41)	(109)	(8)	(144)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	747	-	145	766	(936)	722
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	25	-	25
Bénéfice net	747	-	145	791	(936)	747
Bénéfice attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	747	-	145	791	(936)	747
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

Semestre clos le 30 juin 2024						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 036	2 928	(339)	3 625
Charges d'exploitation	(9)	-	(753)	(1 748)	339	(2 171)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(18)	(39)	-	(57)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(8)	(299)	-	(307)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(20)	(28)	-	(48)
Autres pertes d'exploitation, montant net	-	-	(27)	(43)	-	(70)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(9)	-	210	771	-	972
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(73)	-	1	(4)	-	(76)
Autres (charges) produits financiers	(89)	-	1	112	-	24
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	60	-	(30)	(30)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(111)	-	182	849	-	920
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	53	-	53
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	1 215	-	(1)	138	(1 352)	-
Produit (charge) d'impôt	215	-	(44)	164	-	335
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 319	-	137	1 204	(1 352)	1 308
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	11	-	11
Bénéfice net	1 319	-	137	1 215	(1 352)	1 319
Bénéfice (perte) attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	1 319	-	137	1 218	(1 352)	1 322
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(3)	-	(3)

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	30 juin 2025					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIF						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	-	102	555	-	664
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	208	880	-	1 088
Créances d'exploitation intragroupe	1 045	454	562	2 951	(5 012)	-
Autres actifs financiers	-	-	44	19	-	63
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	180	261	-	441
Actifs courants	1 052	454	1 096	4 666	(5 012)	2 256
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	150	225	-	375
Logiciels, montant net	-	-	180	1 456	-	1 636
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	974	2 160	-	3 134
Goodwill	-	-	4 422	3 413	-	7 835
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	284	-	284
Autres actifs financiers	103	-	24	327	-	454
Autres actifs non courants	-	-	85	540	-	625
Créances d'exploitation intragroupe	-	1 267	2	778	(2 047)	-
Placements dans des filiales	13 992	-	370	4 925	(19 287)	-
Actifs d'impôt différé	260	-	-	1 107	-	1 367
Total de l'actif	15 407	1 721	7 303	19 881	(26 346)	17 966
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	59	440	-	-	-	499
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	19	15	250	608	-	892
Passif d'impôt exigible	-	-	-	187	-	187
Produits différés	-	-	258	906	-	1 164
Dettes d'exploitation intragroupe	2 592	10	352	2 058	(5 012)	-
Autres passifs financiers	-	-	13	99	-	112
Passifs courants	2 670	465	873	3 858	(5 012)	2 854
Dette à long terme	118	1 256	-	-	(32)	1 342
Provisions et autres passifs non courants	3	-	4	636	-	643
Autres passifs financiers	-	-	78	134	-	212
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	1 269	(2 047)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	275	16	8	299
Total du passif	2 791	1 721	2 008	5 913	(7 083)	5 350
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	12 616	-	5 295	13 968	(19 263)	12 616
Total du passif et des capitaux propres	15 407	1 721	7 303	19 881	(26 346)	17 966

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	31 décembre 2024					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIF						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	-	230	1 724	-	1 968
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	257	830	-	1 087
Créances d'exploitation intragroupe	1 032	-	505	1 674	(3 211)	-
Autres actifs financiers	-	-	23	12	-	35
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	170	230	-	400
Actifs courants	1 046	-	1 185	4 470	(3 211)	3 490
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	158	228	-	386
Logiciels, montant net	-	-	34	1 419	-	1 453
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	981	2 153	-	3 134
Goodwill	-	-	3 727	3 535	-	7 262
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	269	-	269
Autres actifs financiers	82	-	46	314	-	442
Autres actifs non courants	-	-	105	520	-	625
Créances d'exploitation intragroupe	160	-	2	778	(940)	-
Placements dans des filiales	14 584	-	465	4 041	(19 090)	-
Actifs d'impôt différé	243	-	-	1 133	-	1 376
Total de l'actif	16 115	-	6 703	18 860	(23 241)	18 437
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	973	-	-	-	-	973
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	52	-	276	763	-	1 091
Passif d'impôt exigible	-	-	-	197	-	197
Produits différés	-	-	350	712	-	1 062
Dettes d'exploitation intragroupe	1 214	-	461	1 536	(3 211)	-
Autres passifs financiers	20	-	11	82	-	113
Passifs courants	2 259	-	1 098	3 290	(3 211)	3 436
Dette à long terme	1 847	-	-	-	-	1 847
Provisions et autres passifs non courants	3	-	4	668	-	675
Autres passifs financiers	-	-	80	152	-	232
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	162	(940)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	237	4	-	241
Total du passif	4 109	-	2 197	4 276	(4 151)	6 431
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	12 006	-	4 506	14 584	(19 090)	12 006
Total du passif et des capitaux propres	16 115	-	6 703	18 860	(23 241)	18 437